

La bourgeoisie peut-elle

Ainsi donc le capitalisme d'Etat a décidé d'intégrer le capitalisme privé légal dans une alliance stratégique qui autorise celui-ci à gagner les sphères politiques dirigeantes, doté d'un pouvoir indiscutable, après avoir été déclaré, longtemps, hors-la-loi.

En consacrant, officiellement, un processus souterrain qui n'a pu aboutir qu'à l'entame du 4^e mandat confié au président Abdelaziz Bouteflika, les centres de décision algériens ont, probablement, pensé à la justification avancée par le dirigeant chinois post-maoïste, Teng Hsiao Ping, pour lequel «qu'importe que le chat soit gris ou noir, pourvu qu'il attrape des souris», un

perspective de réhabilitation qu'après que fut vaincu le bazarisme islamiste monté, violemment, à l'assaut de la République, durant la décennie noire, et qu'après que furent, relativement, neutralisées, les velléités de l'activisme ultralibéral que des conseillers et des ministres, proches des milieux de la finance internationale, tentèrent d'imposer au sommet de l'Etat.

Les prémices de l'alliance projetée ne commencèrent à apparaître, avec netteté, qu'au lendemain des élections législatives de 2008, lorsque le conglomérat capitaliste aux contours, encore indistincts, oscillant entre le formel et l'informel, s'installa aux commandes du Parlement, une prise

L'organisation patronale qui s'était, jusque-là, manifestée, sous les traits inoffensifs d'un simple lobby en quête de subventions étatiques, se transforma, en quelques mois, non seulement en force dirigeante du capitalisme légal mais encore, en véritable parti politique doté d'une représentation à l'échelle du territoire national et même à l'étranger.

aphorisme qui fit entrer les capitalistes chinois dans le saint du saint du pouvoir politique, en tant que force sociale fondamentale du pays, aux côtés du prolétariat et de la paysannerie, sans que personne y trouve à redire. J'avais tracé les grandes lignes de ce scénario dans une analyse parue dans ce même journal, en 2013, sous le titre «La guerre des capitalismes algériens». J'y rappelais la genèse de ce mode de production et les relations, historiquement, conflictuelles opposant ses trois composantes, le capitalisme d'Etat, le capitalisme privé légal et le capitalisme sauvage. L'intérêt du texte résidait, alors, dans la tentative de circonscrire la nature de ces divergences et d'esquisser les conséquences qu'elles pouvaient entraîner sur l'évolution du rapport de la bourgeoisie à l'Etat. Cela s'était opéré à partir de l'examen des modèles de développement socioéconomiques proposés par chacune des déclinaisons du système ainsi que de l'évolution de leur puissance réelle et, partant, de leur aptitude à accéder à l'exercice, plein ou partiel, du pouvoir politique.

L'analyse avait conclu, à ce moment-là, à l'existence de conditions objectives de convergence entre le capitalisme d'Etat et le capitalisme privé légal, validée par une volonté conjointe de partager, au plus haut niveau, la gestion des affaires publiques.

Le compromis, élaboré sur la base des nouveaux rapports de force internes et externes, arrivés à maturité, dans les années 2000, reposait sur une idée-force : l'adaptation de la gouvernance du pays aux règles du libéralisme mondialisé assortie de la promesse de sauvegarder — dans la mesure du possible — le modèle social algérien configuré par les politiques publiques post-indépendance. Pour parvenir à cet épilogue «historique», inimaginable, il y a quarante ans, le capitalisme privé légal avait dû emprunter un parcours, particulièrement, rude.

Promis, en 1964, par le gouvernement du président Ahmed Ben Bella aux «hamams dégraisseurs» du socialisme autogestionnaire, puis, exclu, en 1976, pour parasitisme, de la participation à la conduite des «tâches de développement» par la Charte nationale, aux termes des options inspirées par les doctrinaires de la gauche de l'époque, il ne put entrevoir une

de guerre qui en disait long sur une évolution inaugurée, auparavant, par la normalisation du FLN, le cheval de Troie sur lequel l'affairisme avait jeté, en premier, son dévolu. Et ce qui n'apparaissait, aux yeux d'une partie du pouvoir d'Etat que comme un épiphénomène maîtrisable, à terme, prit, rapidement, une ampleur autrement plus sérieuse, qui fit sauter plusieurs verrous sous l'assaut d'un rouleau compresseur ayant pour nom le FCE.

L'organisation patronale qui s'était, jusque-là, manifestée, sous les traits inoffensifs d'un simple lobby en quête de subventions étatiques, se transforma, en quelques mois, non seulement en force dirigeante du capitalisme légal mais encore, en véritable parti politique doté d'une représentation à l'échelle du territoire national et même à l'étranger. Débarrassée de l'aile contestataire, minoritaire, jugée molle ou rebelle à l'idée du 4^e mandat, la nouvelle direction du FCE n'eut plus aucune raison d'avancer masquée et abattit, publiquement, ses cartes, en demandant à traiter d'égal à égal avec le Parlement et le gouvernement. Cette direction qui mit la main sur plusieurs organismes économiques et financiers comme la Chambre nationale de commerce et d'industrie à la tête desquels elle plaça ses hommes de confiance, n'avait pas eu besoin de prendre des chemins de traverse pour le faire savoir.

Lorsqu'elle se mit à convoquer parlementaires et ministres pour exiger de faire avaliser, par des textes législatifs, ses revendications centrales — la révision du code des investissements et du code du travail, notamment — il ne subsista plus aucune doute sur la tangibilité des prétentions de cette bourgeoisie, pas, tout à fait, dédouanée des relations, opaques et controversées, entretenues avec les milieux d'affaires informels qu'elle persiste à vouloir rallier à son projet de gouvernement, en projetant de la faire amnistier, fiscalement, et de la laver de ses pêchés originels. Dernière séquence de cette ascension irrésistible, l'élimination du groupe rival connu pour développer une ligne réfractaire qui lui vaut une excommunication de fait, difficilement réversible, à l'issue d'une épreuve de force dont le résultat final semble scellé et sans appel. La fracture consommée, dans des conditions

qui n'ont pas livré l'ensemble de leurs données secrètes, brise le capitalisme légal en deux entités antagonistes, entraînant, dans son sillage, celle de la classe politique, des syndicats et des médias, un état de fait qui ne va pas sans soulever des interrogations sur le sens qu'il convient de conférer à cette tournure des événements.

La crise était, certes, prévisible même si elle n'était pas attendue, de sitôt, n'était-ce l'ordre de bataille imposé par l'imminence d'un agenda politique, économique et sécuritaire, particulièrement, chargé à l'intérieur et à l'extérieur des frontières du pays. La première des questions que posent ces reclassements brutaux qui interviennent après la restructuration des services de renseignements et de certains secteurs de l'administration, est de savoir si l'alliance ainsi conclue entre la bourgeoisie d'Etat et la bourgeoisie d'affaires est une bonne ou mauvaise chose pour la société et l'économie algériennes. Il y a là de quoi alimenter tout un débat d'idées qui est d'une actualité très sensible tant il est vrai que l'Algérie qui vient d'être mise devant le fait accompli n'avait, à aucun moment de son Histoire post-indépendance, inscrit sur ses tablettes idéologiques le gouvernement de son Etat par la bourgeoisie. Le pays avait, plutôt, misé sur l'émergence des classes moyennes prédestinées dans le schéma doctrinal des précédents gouvernements à être dépositaires du pouvoir de diriger le processus de développement national dans le cadre d'un pacte incluant les classes populaires de la société, en l'absence d'une bourgeoisie historiquement habilitée et indemne d'influences étrangères dominatrices.

Examiné d'un peu plus près, le capitalisme privé algérien légal ne possède pas, en dehors de la protection et de la couverture financières de l'Etat, une base et des capacités propres de nature à le propulser sur des positions politiques dirigeantes. Tout ce qu'il affiche sur ce plan, comme patrimoine et «savoir-faire», a été réalisé grâce aux ressources de la collectivité nationale, à l'exclusion de toute autre, accumulée réellement, sur des fonds propres, ou si peu. Plus essentiellement, ses interventions se limitent aux secteurs de l'agroalimentaire, des infrastructures de base, du montage industriel, de la distribution et du concessionariat automobi-

Examiné d'un peu plus près, le capitalisme privé algérien légal ne possède pas, en dehors de la protection et de la couverture financières de l'Etat, une base et des capacités propres de nature à le propulser sur des positions politiques dirigeantes.

le, ce qui n'en fait pas un créateur de richesses et d'emplois durables déterminant, capable de rivaliser avec l'Etat ou avec les multinationales dont il apparaît, dans bien des cas, comme un appendice sous-traitant. Le ministre de l'Habitat l'a bien relevé dans une récente interview accordée au *Soir d'Algérie*, soulignant l'échec du privé dans un secteur aussi stratégique que la construction qui compte sur 5 800 entreprises du bâtiment 80% de tâcherons, manque comblé par le recours massif aux sociétés étrangères. Si on ajoute à ces vices réhébilitaires ceux qui le présentent comme bénéficiant du parrainage intéressé d'un réseau de classe, international, où on retrouve listés les off-

Par Badr'Eddine Mili



shoristes, les intermédiaires des majors pétrolières et des institutions financières mondiales et même des Etats et des médias étrangers, on se demande si c'est une bonne chose pour l'Algérie que de s'exposer aux dangers de l'ouverture, de la déréglementation et de la flexibilité abusives, tous azimuts, demandées, avec insistance, par ce capitalisme bien spécifique. La seconde question qui se pose n'est pas tant de comprendre comment on a laissé ce capitalisme se construire, aussi facilement, aux dépens de la collectivité — les connexions à l'origine de ce pouvoir économique ne sont pas si occultes que cela — mais de saisir comment l'Etat — dans certaines de ses sphères — a été affaibli, à ce point, pour admettre la possibilité d'un pareil compagnonnage.

Ces appréhensions légitimes que les Algériens — experts et citoyens ordinaires — mettent en avant ne signifient pas, pour autant, que les capitalistes algériens n'ont pas leur place dans l'économie et dans l'Etat algériens. L'Algérie a, cependant, bien des doléances à présenter à la candidature de ces profils à la gouvernance politique de l'Etat. La première d'entre elles consiste à demander aux capitalistes de penser d'abord à investir sur des fonds propres et à transformer leurs entreprises familiales en sociétés par actions, cotées en Bourse, avant de nourrir des ambitions politiques surfaites.

La seconde doléance qui leur est transmise veut qu'ils s'attellent à constituer un tissu de petites et moyennes industries adaptées à la variété et à la densité des besoins des consommateurs algériens.

Et enfin, qu'ils s'impliquent, massivement, dans la valorisation des capacités nationales, en matière d'économie intelligente, ainsi que le font Malaisiens, Indonésiens, Vietnamiens, Coréens du Sud et Singapouriens qui n'étaient rien du tout à l'indépendance de l'Algérie. Le capitalisme auquel l'Algérie a affaire est encore loin de ces standards parce que surdéterminé par une mentalité de rentiers indexée plus sur la quête de la réussite individuelle, sans risque majeur, que sur celle de la collectivité. Le spectacle qu'étaient les OPA sur les médias, les sociétés audiovisuelles et le football «professionnel» est l'exemple-type de ces dérives qui offre à l'opinion une image négative d'une certaine entreprise privée.